

*** Communiqué de presse ***

*** Sous embargo jusqu'au 12 novembre 2020 à 10:00 (heure d'Europe centrale) ***

Progrès vers l'objectif d'un monde exempt de mines en pleine pandémie, utilisation de mines improvisées et nombre élevé de victimes

(Genève, 12 novembre 2020): Alors que les pays s'efforcent de progresser vers un monde exempt de mines en pleine pandémie du nouveau coronavirus, les défis restants comprennent: l'utilisation nouvelle de mines terrestres improvisées par des groupes armés non-étatiques, un nombre toujours élevé de victimes civiles, et une diminution de l'assistance mondiale à l'action contre les mines, selon le rapport 2020 de l'Observatoire des mines (*Landmine Monitor 2020*) publié aujourd'hui.

Vingt-trois ans de succès humanitaire

« Au total, 164 pays sont liés par le Traité d'interdiction des mines, 23 ans après son adoption. Cela représente plus de 80% du monde, alors que la plupart des 33 pays restant en dehors se conforme *de facto* au traité. C'est une véritable réussite humanitaire, » a déclaré Steve Goose, directeur de la division sur les armes d'*Human Rights Watch* et contributeur éditorial sur la politique d'interdiction du *Landmine Monitor 2020*.

Un seul État, le Myanmar (non partie au traité), a utilisé des mines antipersonnel au cours de la période documentée par le rapport, du milieu de l'année 2019 à octobre 2020. Pendant cette période, des groupes armés non-étatiques ont utilisé des mines antipersonnel dans au moins six pays : en Afghanistan, en Colombie, en Inde, en Libye, au Myanmar, et au Pakistan.

La vaste destruction des stocks de mines antipersonnel continue d'être l'un des grands succès du Traité d'interdiction des mines. À ce jour, les États parties ont détruit plus de 55 millions de mines antipersonnel stockées, dont plus de 269 000 détruites en 2019.

Des défis récurrents et émergents

L'année 2019 a notamment été la cinquième année consécutive enregistrant un nombre élevé de victimes de mines terrestres et de restes explosifs de guerre (REG), en grande partie en raison de conflits armés intensifs et de l'impact à grande échelle des mines improvisées. Au moins 5 554 victimes de mines/REG ont été enregistrées, dont plus de la moitié ont été causées par des mines improvisées (2 949). Les civils représentaient toujours la grande majorité des victimes (80%), et les enfants près de la moitié de toutes les victimes civiles (43%).

« Il y a sept ans, nous avons atteint le niveau annuel le plus bas de nouvelle victimes. Mais cette tendance a été renversée, et nous constatons des niveaux élevés de civils tués et blessés. Il est épouvantable que près de la moitié des victimes soient des enfants. Nous devons agir maintenant pour inverser cette tendance, sauver des vies, et faire face aux traumatismes et aux souffrances en fournissant une assistance indispensable, » a déclaré Loren Persi, rédacteur de la section 'Impact' du *Landmine Monitor 2020*.

L'année 2019 a également été marquée par la diminution des financements à l'action contre les mines, avec 45 donateurs et États affectés qui ont contribué approximativement 650,7 millions de dollars, soit

une baisse de 7% par rapport à 2018. Le financement international est tombé sous la barre des 600 millions de dollars pour la première fois depuis 2016 (avec un total de 561,3 millions de dollars pour 2019). Dix États affectés ont rapporté avoir contribué un total de 89 millions de dollars.

En octobre 2020, 33 États parties sont contaminés par les mines antipersonnel et sont tenus de déminer toutes les zones affectées avant l'expiration de leurs délais respectifs. Six d'entre eux semblent être en mesure d'atteindre leurs objectifs. En 2020, huit pays ont demandé des prolongations de leurs délais de déminage et qui seront examinées lors de la prochaine [Assemblée des États parties](#) qui se déroulera de façon virtuelle du 16 au 20 novembre.

« Avec sept États parties qui ont ou ont demandé des délais supplémentaires pour achever leur déminage après 2025, il est essentiel que les parties prenantes au traité ne perdent pas de vue notre objectif commun et restent vigilants afin de s'acquitter des obligations de déminage le plus rapidement possible. À Oslo l'année dernière, les États ont convenu de traiter les zones contaminées restantes dans la mesure du possible d'ici 2025. Cela doit se traduire par des progrès concrets sur le terrain dans *tous* les États parties concernés, » a déclaré Margaret Arach Orech, ambassadrice de la Campagne internationale pour interdire les mines et défenseure des droits des survivants. « Chaque mine laissée représente un bilan humain en vies et en membres perdus, » a-t-elle ajoutée.

Malgré certaines améliorations signalées dans l'accessibilité, la qualité, ou la quantité des services pour les victimes dans les États parties, des défis importants et des lacunes en matière d'accès demeurent dans tous les pays. En 2020, les restrictions liées à la COVID-19 ont empêché les survivants et autres personnes handicapées d'accéder aux services et d'exercer leurs droits de manière équitable dans un certain nombre de pays touchés par les mines. L'impact de la pandémie a été aggravé par des années de ressources insuffisantes pour les activités d'assistance aux victimes.

Résilience et action contre les mines

C'est la première fois depuis 2008 que l'Observatoire des mines et des armes à sous-munitions fournit des informations sur l'éducation aux risques, tenant compte ainsi de la priorisation de cette activité en 2019. Le rapport *Landmine Monitor 2020* a noté un tournant significatif et positif en 2019 avec au moins 28 États parties menant des activités d'éducation aux risques à destination des populations affectées.

« L'éducation aux risques est un pilier central de l'action contre les mines, mais qui a eu tendance à recevoir peu d'attention de la part de la communauté au cours de la dernière décennie, » a déclaré Ruth Bottomley, rédactrice de la section 'Impact' et spécialiste en recherche sur les questions de contamination, déminage, et éducation aux risques du *Landmine Monitor 2020*. « L'attention renouvelée pour ce pilier important est la bienvenue et est essentielle pour garantir qu'une éducation aux risques efficace puisse être fournie aux communautés vivant dans des territoires contaminés, » a-t-elle ajouté.

En 2020, la pandémie du nouveau coronavirus a également eu un impact sur les efforts d'éducation aux risques compte tenu de la nature des activités menées (principalement en personne). Cependant les opérateurs ont fait preuve d'innovation pour relever les défis en utilisant des méthodes de sensibilisation en ligne et en combinant l'éducation aux risques aux campagnes de prévention sur la COVID-19. Cela a démontré la valeur des synergies entre les secteurs et la résilience des acteurs de l'action contre les mines.

Efforts pour rendre les zones contaminées de nouveau sûres

Landmine Monitor 2020 rapporte également sur les progrès en matière de déminage au cours de l'année 2019 alors que les États s'emploient à atteindre leurs objectifs de déminage. Au moins 156km² de terres ont été déminées en 2019 et plus de 123 000 mines antipersonnel ont été détruites. Il s'agit d'une augmentation par rapport aux résultats de 2018. La plupart des États parties ont rapporté avoir menés des

opérations de déminage en 2019, notamment des pays confrontés à des conflits tels que l’Afghanistan, l’Iraq, et le Yémen.

Le Chili est devenu le dernier États partie à avoir déclaré l’achèvement du déminage de toutes ses zones minées au début de l’année 2020, rejoignant les 31 États et autre territoire qui ont achevé le déminage de toutes leurs zones minées depuis 1999.

###*Fin*###

À propos de l’Observatoire des mines et des armes à sous-munitions :

Le rapport 2020 de l’Observatoire des mines (*Landmine Monitor 2020*) est publié par la Campagne internationale pour interdire les mines en amont de la dix-huitième Assemblée des États Parties qui se tiendra virtuellement du 16 au 20 novembre. Des informations détaillées sur chaque pays sont disponibles en ligne. Les synthèses présentées dans les chapitres du rapport comprennent une analyse globale et les conclusions principales. Le rapport couvre l’année civile 2019 et comprend dans certains cas des informations datées d’octobre 2020.

L’Observatoire des mines et des armes à sous-munitions est l’organe de recherche de la Campagne pour interdire les mines et de la Coalition sur les armes à sus-munitions (ICBL-CMC). L’ICBL a reçu le prix Nobel de la paix en 1997 pour ses efforts pour éradiquer les mines. L’Observatoire des mines et des armes à sous-munitions est coordonné par un comité éditorial composé d’experts de l’ICBL-CMC, des responsables des équipes de recherche, et de représentants de cinq organisations non-gouvernementales : *DanChurchAid*, *Danish Demining Group*, *Human Rights Watch*, *Humanity & Inclusion* (anciennement Handicap International), and *Mines Action Canada*.

Liens :

- **Page d’accueil du rapport 2020 e l’Observatoire des mines (*Landmine Monitor 2020*)**, dont les conclusions principales des nouvelles cartes et infographies : bit.ly/LandmineMonitor2020;
- **Site de la Campagne internationale pour interdire les mines (ICBL)** : www.icbl.org;
- **Site officiel du Traité d’interdiction des mines** : www.apminebanconvention.org;
- **L’Observatoire des mines et des armes à sous-munitions sur Twitter** : twitter.com/MineMonitor;
- **ICBL sur Twitter** - twitter.com/minefreeworld;
- **ICBL sur Facebook** - facebook.com/pg/minefreeworld;
- ***Landmine Monitor 2020* sur Flickr** - bit.ly/LMM2020flickr.

Pour plus d’informations, ou pour prévoir une interview, contactez :

Jared Bloch, Responsable communication et réseau, ICBL-CMC, Genève, Portable/WhatsApp +41 (0) 78-683-4407 ou e-mail media@icblcmc.org.

Marion Loddo, Responsable éditoriale, Observatoire des mines et des armes à sous-munitions, ICBL-CMC, Genève, Portable/WhatsApp +41 (0) 78-677-4040 ou e-mail marion@icblcmc.org.